

# 3.2

## Réglementation

---

---

## 3.2 RÉGLEMENTATION

### 3.2.1 Consultation

#### Projet de règlement

Loi sur la distribution de produits et services financiers  
(RLRQ, c. D-9.2, a. 200 par. 5.1°)

#### Règlement modifiant le Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») que, conformément à l'article 217 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, RLRQ, c. D-9.2 (la « Loi sur la distribution »), le projet de règlement suivant, dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances du Québec pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier.*

Le projet de règlement est également accessible sur la page d'accueil du site Web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) à la section « Consultations publiques ».

#### Objet du projet de règlement

Pris en vertu du paragraphe 5.1° de l'article 200 de la Loi sur la distribution, ce projet de règlement modifie le *Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier*, RLRQ, c. D-9.2, r. 14.1 (le « Règlement »), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2011. Les modifications proposées visent principalement l'établissement d'un régime de reconnaissance plus souple à l'égard de certains types de fournisseurs.

#### Modifications proposées

##### 1. Régime de reconnaissance de fournisseurs reconnus

Les modifications proposées visent à introduire un nouveau régime de reconnaissance de fournisseurs reconnus, en vertu duquel des fournisseurs répondant à certaines exigences seraient dispensés de faire reconnaître à la pièce chacune des formations qu'ils offrent aux planificateurs financiers.

Ce statut de fournisseur reconnu serait réservé aux organismes publics, aux organismes d'autorégulation, aux ordres professionnels ainsi qu'à certaines associations ciblées qui ont dispensé, au cours des cinq années qui précèdent la demande, des activités de formation continue reconnues en vertu du Règlement.

La durée de la période de reconnaissance serait fixée à 24 mois suivant la date de la décision de reconnaissance ou de toute autre date ultérieure souhaitée par le fournisseur. Le fournisseur reconnu devrait conserver pendant 24 mois la documentation prescrite ainsi que les attestations de participation remises aux participants.

Le fournisseur reconnu devrait également produire, à la fin de la période de référence, un rapport décrivant l'ensemble des activités de formation offertes pendant cette période.

Le fournisseur qui ne respecterait pas les exigences prescrites pourrait voir sa reconnaissance de fournisseur reconnu révoquée.

## 2. Autres modifications

Une modification spécifique vise à permettre que, dans le cadre du processus habituel de reconnaissance individuelle des activités de formation, la reconnaissance soit valide pour une période de 24 mois suivant la date de la reconnaissance, plutôt que pour la période de référence en cours au moment où l'activité est tenue.

Enfin, une modification vise à supprimer une disposition transitoire qui n'a plus sa raison d'être.

### Commentaires

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce règlement est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **13 février 2017** en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : (514) 864-8381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Il est à noter qu'à défaut d'avis contraire à cet effet, tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Autorité de marchés financiers, au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca). Par conséquent, nous invitons les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe que les intervenants précisent en quel nom ils présentent leur mémoire.

### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Mélissa Perreault  
Analyste aux pratiques de distribution  
Direction des pratiques de distribution et des OAR  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : (418) 525-0337, poste 4825  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courrier électronique : [melissa.perreault@lautorite.qc.ca](mailto:melissa.perreault@lautorite.qc.ca)

**Le 12 janvier 2017**

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA FORMATION CONTINUE OBLIGATOIRE DU PLANIFICATEUR FINANCIER

Loi sur la distribution de produits et services financiers  
(chapitre D-9.2, a. 200, par. 5.1°)

1. L'article 2 du Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier (chapitre D-9.2, r. 14.1) est modifié :

1° par l'insertion, selon l'ordre alphabétique de la définition, des expressions suivantes :

« fournisseur reconnu » : un organisme qui a obtenu une reconnaissance de l'Autorité comme fournisseur d'activités de formation continue conformément à la section II.1.

« organisme » : un organisme public, un organisme d'autorégulation auquel s'applique les dispositions du Titre III de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers (chapitre A-33.2), un ordre professionnel ainsi que toute association dédiée à l'avancement et à la diffusion des connaissances de ses membres ainsi qu'à l'amélioration de leurs compétences dans l'un des domaines d'intervention de la planification financière. »

2° par le remplacement de l'expression « UFC », par la suivante :

« UFC »: unité de formation continue constituée d'une heure d'activité de formation qui satisfait à l'une des exigences suivantes :

1° elle est reconnue par l'Autorité conformément à la section III;

2° elle est élaborée et dispensée par :

a) l'Institut québécois de planification financière ou en partenariat avec lui;

b) un fournisseur reconnu. ».

2. L'article 3 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans les paragraphes 2° et 3° du premier alinéa et après « reconnues par l'Autorité », de « ou élaborées et dispensées par un fournisseur reconnu ».

3. Ce règlement est modifié par l'insertion, après la section II, de la suivante :

### « SECTION II.1 RECONNAISSANCE DU STATUT DE FOURNISSEUR D'ACTIVITÉS DE FORMATION CONTINUE

15.1. Quiconque souhaite obtenir une reconnaissance de l'Autorité comme fournisseur d'activités de formation continue doit satisfaire aux exigences suivantes :

1° il est un organisme au sens de l'article 2 du présent règlement;

2° il a, au cours des 5 années précédant la demande de reconnaissance, dispensé des activités de formation reconnues par l'Autorité et a respecté, le cas échéant, les décisions de l'Autorité concernant la reconnaissance des activités de formation prévue à la section III du présent règlement;

3° il s'engage :

a) à ce que les activités de formation, le cadre pédagogique de ces activités ainsi que le matériel pédagogique utilisé permettent le développement des habiletés et des compétences mentionnées à l'article 16;

b) à ce que la formation ou l'expérience professionnelle des formateurs soit liée aux activités de formation offertes.

4° il a présenté une demande de reconnaissance comme fournisseur conformément à l'article 15.2.

**15.2.** La demande de reconnaissance doit être présentée à l'Autorité dans un délai d'au moins 30 jours précédant la tenue de la première activité de formation offerte.

La demande doit contenir les renseignements suivants :

1° le nom et les coordonnées du demandeur et d'une personne ressource;

2° une description des secteurs d'activités du demandeur;

3° le nombre d'activités de formation proposé par le demandeur au cours de la période de validité de la reconnaissance et la durée respective de ces activités;

4° l'engagement du demandeur visé au paragraphe 3° de l'article 15.1.

**15.3.** L'Autorité accorde ou refuse la reconnaissance dans les 30 jours de la date de la réception de la demande. Lorsque la reconnaissance est refusée, l'Autorité en indique les motifs au demandeur par écrit.

**15.4.** La reconnaissance du statut de fournisseur est valide pour une période de 24 mois à compter de la date de la décision de reconnaissance ou à compter de toute autre date qui y est mentionnée. Le demandeur qui désire renouveler cette reconnaissance doit présenter une nouvelle demande à l'Autorité.

**15.5.** Le fournisseur reconnu doit satisfaire aux exigences suivantes :

1° il s'assure que le contenu des activités de formation et le matériel pédagogique lié à ces activités permettent le développement des habiletés et des compétences énoncées à l'article 16;

2° il répond aux demandes d'information de l'Autorité dans le délai qu'elle fixe, notamment celles visant à apprécier le respect des objectifs de formation visés au présent règlement;

3° il transmet à l'Autorité, au plus tard 30 jours après la fin de la période de référence, un rapport décrivant l'ensemble des activités de formation offertes pendant cette période et une déclaration selon laquelle il a satisfait aux exigences des paragraphes 1° et 3° de l'article 15.1;

4° il conserve, jusqu'à l'expiration des 24 mois suivant la transmission du rapport prévu au paragraphe 3° :

a) l'ensemble de la documentation relative à chaque activité de formation, incluant le matériel pédagogique et le matériel promotionnel, le cas échéant;

b) les attestations de participation remises aux participants ayant assisté aux activités de formation.

**15.6.** Le fournisseur reconnu doit aviser l'Autorité de toute modification relativement à l'un des éléments énumérés à la présente section.

Par suite de l'avis de modification prévu au premier alinéa, l'Autorité peut révoquer la reconnaissance du fournisseur. L'Autorité transmet ensuite sa décision au fournisseur.

**15.7.** L'Autorité peut révoquer la reconnaissance si elle constate que le fournisseur ne respecte pas les exigences mentionnées aux paragraphes 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> de l'article 15.1 et à l'article 15.5.

Lorsque l'Autorité révoque la reconnaissance, elle en avise par écrit le fournisseur concerné dans les 10 jours précédant la révocation. ».

**4.** L'article 18 de ce règlement est modifié par la suppression du dernier alinéa.

**5.** L'article 20 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **20.** La reconnaissance d'une activité est valide pour une période de 24 mois à compter de la date de la décision de reconnaissance ou à compter de toute autre date qui y est mentionnée. Le demandeur qui désire renouveler cette reconnaissance doit présenter une nouvelle demande à l'Autorité. »

**6.** L'article 23 de ce règlement est abrogé.

**7.** Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

## Draft Regulation

An Act respecting the distribution of financial products and services  
(CQLR, c. D-9.2, s. 200, par. 5.1)

### Regulation to amend the Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 217 of *An Act respecting the distribution of financial products and services*, CQLR, c. D-9.2 (the "Distribution Act"), the following draft Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Québec Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 30 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend the Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners.*

The draft Regulation is also available under "Public consultations" on the website of the Authority at [www.lautorite.gc.ca](http://www.lautorite.gc.ca).

### Purpose of draft Regulation

This draft Regulation is made under paragraph 5.1 of section 200 of the Distribution Act and amends the Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners, CQLR, c. D-9.2, r. 14.1 (the "Regulation"), which came into force on December 1, 2011. The proposed amendments are essentially intended to establish a more flexible recognition regime applicable to certain types of suppliers.

### Proposed amendments

#### 1. Recognition regime for recognized suppliers

The proposed amendments are intended to introduce a new recognition regime under which suppliers who meet certain conditions would be exempt from the requirement to have each training activity they offer to financial planners recognized separately.

The status of recognized supplier would be reserved for public bodies, self-regulatory organizations, professional orders and certain specific associations that have provided professional development activities recognized under the Regulation within five years preceding their application for recognition.

The duration of the recognition period would be set at 24 months following the date of the recognition decision or any other later date requested by the supplier. Recognized suppliers must keep prescribed documents and certificates of participation issued to participants for a 24-month period.

At the end of the reference period, recognized suppliers must also produce a report describing all of the training activities provided during the period.

A supplier who does not satisfy the prescribed requirements may have its recognition as a recognized supplier revoked.

#### 2. Other amendments

As part of the usual process to recognize individual training activities, a specific amendment is intended to allow the recognition to be valid for a 24-month period following the date of recognition rather than for the reference period in effect at the time the activity is held.

Another amendment is intended to delete a transitional provision that is no longer relevant.

### **Comments**

Comments regarding the draft Regulation may be made in writing before **February 13, 2017**, and sent to the following:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Fax: 514-864-8381  
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Unless otherwise noted, comments will be posted on the AMF website, at [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca). Therefore, you should not include personal information directly in comments to be published. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.

### **Additional information**

Additional information is available from the following:

Mélissa Perreault  
Analyst, Distribution Practices  
Distribution Practices and SROs  
Autorité des marchés financiers  
Telephone: 418-525-0337, ext. 4825  
Toll-free: 1-877-525-0337  
E-mail: melissa.perreault@lautorite.qc.ca

**January 12, 2017**



**REGULATION TO AMEND THE REGULATION RESPECTING THE  
COMPULSORY PROFESSIONAL DEVELOPMENT OF FINANCIAL  
PLANNERS**

Act respecting the distribution of financial products and services  
(chapter D-9.2, s. 200, par. 5.1)

1. Section 2 of the Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners (chapter D-9.2, r. 14.1) is amended:

(1) by inserting the following definitions in alphabetical order:

“recognized supplier” means an organization that has obtained recognition from the Authority as a supplier of professional development activities in accordance with Division II.1.

“organization” means a public body, a self-regulatory organization to which the provisions of Title III of An Act respecting the Autorité des marchés financiers (chapter A-33.2) apply, a professional order or any association dedicated to advancing and disseminating knowledge and improving members’ competencies in an area of financial planning.”

(2) by replacing the term “PDU” with the following:

“PDU” means a professional development unit consisting of one hour of training activity that satisfies one of the following requirements:

(1) it is recognized by the Authority pursuant to Division III;

(2) it is developed and provided by:

(a) the Institut québécois de planification financière or in partnership therewith;

(b) a recognized supplier.”.

2. Section 3 of the Regulation is amended by inserting “or developed and provided by a recognized supplier” after “recognized by the Authority” in subparagraphs 2 and 3 of the first paragraph.

3. The Regulation is amended by inserting the following after Division II:

**“DIVISION II.1  
RECOGNITION AS A SUPPLIER OF PROFESSIONAL DEVELOPMENT  
ACTIVITIES**

15.1. Any entity that wishes to be recognized by the Authority as a supplier of professional development activities must satisfy the following requirements:

(1) it must be an organization within the meaning of section 2 of this Regulation;

(2) it must, during the 5 years preceding the application for recognition, have provided training activities recognized by the Authority and complied with any decision of the Authority pertaining to the recognition of the training activities referred to in Division III of this Regulation;

(3) it undertakes as follows:

(a) the training activities, the pedagogical framework of these activities and the pedagogical material used enable the skills and competencies referred to in section 16 to be developed;

(b) the training or professional experience of the trainers are related to the training activities offered.

(4) it has submitted an application for recognition as a supplier in accordance with section 15.2.

**15.2.** An application for recognition must be submitted to the Authority at least 30 days before the first training activity is held.

The application must include the following:

- (1) the name and contact information of the applicant and a contact person;
- (2) a description of the applicant's areas of activity;
- (3) the number of training activities the applicant is proposing to offer during the recognition validity period and the respective duration of these activities;
- (4) the undertakings of the applicant set out in paragraph 3 of section 15.1.

**15.3.** The Authority may grant or refuse the recognition within 30 days of the date of receipt of the application. If the Authority refuses the recognition, it will provide the applicant with the reasons therefor in writing.

**15.4.** The recognition of the supplier is valid for a 24-month period as of the date of the recognition decision or as of any other date stipulated in the decision. An applicant that wishes to renew this recognition must submit a new application to the Authority.

**15.5.** A recognized supplier must satisfy the following requirements:

(1) it must ensure that the content of the training activities and the related pedagogical material allow for the development of the skills and competencies referred to in section 16;

(2) it must respond to requests for information from the Authority within the time limit set by the Authority, in particular requests intended to assess compliance with the training objectives set out in this Regulation;

(3) it must send the Authority, no later than 30 days after the end of the reference period, a report describing all of the training activities offered during this period and a statement indicating that it has satisfied the requirements in paragraphs 1 and 3 of section 15.1;

(4) it must keep, until the end of the 24 months following the submission of the report referred to in paragraph 3:

(a) all of the documents relating to each training activity, including pedagogical material and any promotional material;

(b) the certificates of participation issued to participants who attended the training activities.

**15.6.** A recognized supplier must inform the Authority of any change regarding any of the items listed in this division.

Further to the notice of change referred to in the first paragraph, the Authority may revoke recognition of the supplier. The Authority must then send its decision to the supplier.

**15.7.** The Authority may revoke the recognition if it becomes aware that the supplier is not satisfying the requirements referred to in paragraphs 1 and 3 of section 15.1 and section 15.5.

If the Authority revokes the recognition, it must give written notice thereof to the supplier concerned within 10 days preceding the revocation.”.

**4.** Section 18 of the Regulation is amended by deleting the last paragraph.

**5.** Section 20 of the Regulation is replaced by the following:

“**20.** The recognition of an activity is valid for a 24-month period as of the date of the recognition decision or as of any other date stipulated in the decision. An applicant that wishes to renew this recognition must submit a new application to the Authority.”

**6.** Section 23 of the Regulation is repealed.

**7.** This Regulation comes into force on the day of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

### 3.2.2 Publication

Aucune information.